

[Text]

has substantially greater costs that could have been counter-vailed.

• 1930

You indicated, Mr. Waddell, that this might mean a couple of hundred million dollars less in countervail. What was your sense of their agreeing to that since October 22?

**Mr. D. Waddell:** I can only say that, following representations from the Canadian government at senior levels in the Department of Commerce, they have confirmed that decision.

**Mr. Fulton:** And they have agreed to accept the FOB mill price as set by the producer.

**Mr. D. Waddell:** Yes, provided that the firms involved can provide the necessary documentation to meet the U.S. customs requirements. That decision has been confirmed by U.S. Customs in a notification to their ports.

**Mr. Fulton:** Thank you. I have one final thing. If you could check with CFIC and COFI to see if the memoranda have circulated and get at least some idea of the designations of the distribution, I think it would be helpful to the committee. Some of us try to respond to correspondence from people who write in and ask why the hell we did not find out. I have done what I can in terms of publicly available information. There is not any. I think they do have a legitimate case as to whether not it is against CFIC or COFI or the government or whatever. It is nebulous, obviously, because some of them have already gone out of business.

Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Fulton. Mr. Caccia.

**Mr. Caccia:** Mr. Chairman, I have only a brief reflection on which the witnesses may or may not wish to comment; I do not know. But if one puts together their statement and the diplomatic note of October 30, it is inevitable to conclude that this is a highly political issue and that we can only wish the officials luck in their negotiations in Washington.

But I cannot see how we can resolve this matter without having any political muscle in Washington to negotiate this matter on a political level and bring it to a happy conclusion. We have so little muscle to exercise. We have a toothless fear now, and we have dismantled the national energy program. I do not know how on earth we can negotiate politically in Washington to resolve this matter in a reasonably successful manner. This is highly political stuff and it looks very, very distressing, I must say, because if ones reads our communiqué, our note, the Department of Commerce is acting on political instructions. There is no doubt about that.

**The Chairman:** Mr. Waddell, do you have something to add?

[Translation]

vient de l'intérieur de la Colombie-Britannique et qui doit être transporté, par camion ou par chemin de fer, sur une distance de 350 ou de 400 milles jusqu'à la frontière américaine.

Vous avez dit, monsieur Waddell, que cela représenterait quelques centaines de millions de dollars de moins en droits compensatoires. Pourquoi, à votre avis, ont-ils convenu de faire cela depuis le 22 octobre?

**M. D. Waddell:** Je puis tout simplement vous dire que, après que le gouvernement canadien eut présenté des instances aux hauts fonctionnaires du département du Commerce, cette décision a été confirmée.

**M. Fulton:** Et les Américains ont aussi accepté le prix F.A.B. de l'usine établi par le producteur.

**M. D. Waddell:** Oui, à condition que les entreprises puissent fournir les documents nécessaires pour répondre aux exigences douanières des États-Unis. Cette décision a été confirmée par les douanes américaines par notification à leurs ports.

**M. Fulton:** Merci. J'aurais une dernière question. Pourriez-vous vérifier auprès du CFIC et du COFI pour voir si les mémoires ont été diffusés et pour avoir une idée de la distribution qui en a été faite; cela nous serait utile. Certains d'entre nous doivent répondre à des lettres de personnes qui veulent savoir pourquoi elles n'ont pas été mises au courant. J'ai fait ce que j'ai pu en ce qui concerne l'information publique. Je n'en ai pas trouvé. Je pense que les intéressés peuvent légitimement se plaindre, soit au CFIC ou au COFI, soit au gouvernement. Dans certains cas, cela est bien sûr purement théorique, puisque certaines entreprises ont déjà fermé leurs portes.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Fulton. Monsieur Caccia.

**M. Caccia:** Monsieur le président, j'aurais une courte réflexion à faire que les témoins voudront peut-être commenter; je ne sais pas. Si l'on examine ensemble la déclaration et la note diplomatique du 30 octobre, l'on ne peut que conclure qu'il s'agit d'une question hautement politique et qu'il faut donc souhaiter beaucoup de chance aux hauts fonctionnaires au cours de leurs négociations à Washington.

Mais je ne vois pas comment nous pouvons régler cette question sans jouer, à Washington, d'un certain pouvoir politique pour négocier ce dossier au niveau politique et parvenir à une conclusion fructueuse. Mais nous n'avons guère de pouvoir politique à exercer. Nous sommes timorés; nous avons démantelé le programme énergétique national. Je ne vois pas comment nous pouvons nous livrer à des négociations politiques à Washington en vue de régler cette question d'une façon raisonnablement acceptable. Tout cela est fortement imprégné de politique et semble fort pénible, je dois dire, parce que l'on voit clairement, en lisant notre communiqué, notre note, que le département du Commerce suit des directives politiques. Il n'y a pas de doute à cela.

**Le président:** Monsieur Waddell, voulez-vous ajouter quelque chose?